

## le congrès, mode d'emploi...

- Avant le congrès, dans votre département, des réunions pour débattre et voter la motion d'orientation et les modifications des statuts. Les adhérents ont la possibilité d'être désignés délégués ou de venir assister en auditeur aux travaux du congrès national.
- Les 21 et 22 juin prochains au Kremlin-Bicêtre, le congrès national rassemblera l'ensemble des délégués des départements et tous les adhérents qui souhaitent y participer. Vous pouvez dès à présent vous inscrire en remplissant le bulletin ci-dessous.

**Où ?**  
Gymnase Jacques Ducasse, 5 bd Chastenet de Géry  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

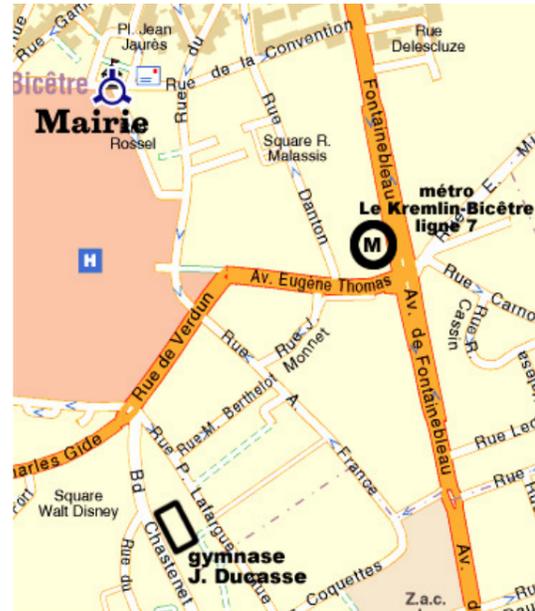
### Pour arriver au Kremlin-Bicêtre...

#### En transports en commun :

- Métro ligne 7, D° Villejuif Louis Aragon. Station Le Kremlin-Bicêtre. (gymnase à 10 min à pieds)
- Bus : lignes n° 47, 131, 186

En véhicule particulier : arriver par le périphérique, sortie Porte d'Italie ou arriver par A6b, sortie Le Kremlin-Bicêtre.

Il n'y a pas de parking dédié au gymnase.



### Pour toute information complémentaire ou questions pratiques

(logement, transport, organisation...),

contactez-nous à [congres2008@mrc94.fr](mailto:congres2008@mrc94.fr) ou sur le site [www.mrc94.fr](http://www.mrc94.fr)

### Bulletin d'inscription (à faire parvenir avant le 10 juin 2008)

CONGRÈS NATIONAL DU MRC  
Le Kremlin-Bicêtre  
21 & 22 juin 2008

Je m'inscris au Congrès national du MRC du Kremlin-Bicêtre des 21 et 22 juin 2008.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Adresse mail : .....

#### Frais d'inscription

- 20 euros par personne pour les départements d'Île de France soit 20 X ..... = .....€
- 10 euros par personne pour tous les autres départements soit 10 X ..... = .....€

Banquet républicain du samedi soir : 20 euros par personne. soit 20 X ..... = .....€

Total = .....€

Merci de retourner ce coupon accompagné du chèque correspondant aux frais de participation à l'ordre de :  
**MRC94**  
30 rue du général Leclerc  
94270 LE KREMLIN-BICETRE

## Faire de notre congrès un signal fort pour la refondation

par Jean-Pierre Chevènement

Une période nouvelle s'ouvre devant nous. Ce serait en effet une vue bien courte des choses de penser que la crise financière liée à l'endettement des ménages américains est désormais surmontée. Cette crise a des causes infiniment plus profondes et anciennes : la principale est la fuite en avant de l'Hyperpuissance américaine dans l'endettement interne et externe et dans le recours à la force militaire qui débouche aujourd'hui sur l'enlisement au Moyen-Orient. Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de dominer seuls le monde. Ils vivent depuis trop longtemps au-dessus de leurs moyens. La crise économique se redouble en crise de l'hégémonie. Les Etats-Unis doivent donc accepter l'avènement d'un monde multipolaire et les règles qu'il implique, à commencer par l'obligation où ils sont de remettre de l'ordre dans leurs propres affaires. L'Histoire n'est pas finie, contrairement à ce qu'affirmait Francis Fukuyama au début des années quatre-vingt-dix. Et la crise systémique qui est devant nous, sera grosse de convulsions. L'Europe libérale ne nous y prépare pas. Il faudra la réorienter. La responsabilité de l'Allemagne et de la France sera déterminante. La gauche française ne devra pas se mettre aux abonnés absents comme elle a tendance à le faire, si on en juge par le fade projet de déclaration de principes du PS.

Pour le MRC, le moment est venu d'un nouveau départ. Nos forces sont certes réduites. Nous disposons d'un réseau de 300 élus environ et de quelques places fortes (Belfort où nous avons remporté une belle victoire dès le premier tour, le Kremlin-Bicêtre, Saint-Pol sur Mer, Méry-sur-Oise, etc.). Mais nos militants sont surtout la pointe émergée de l'iceberg républicain. Nous ne sommes pas seuls. Nos sympathisants sont infiniment plus nombreux que nos adhérents. La culture républicaine est bien présente dans le pays. Et on peut même dire

que sans l'appoint des deux ou trois millions d'électeurs « républicains », ceux qui se déterminent à l'aune de l'intérêt général, il n'y a pas de victoire possible pour la gauche comme pour la droite.

Ignorant les querelles de personnes qui agitent le PS, nous avons pris le parti d'intervenir dès notre prochain Congrès, les 21 et 22 juin prochains, en mettant l'accent sur les problèmes de fond.

La crise de la globalisation libérale offre à la gauche républicaine un espace nouveau. Un cycle se clôt. Il dépend de l'ensemble des progressistes, en France, en Europe et dans le monde qu'un nouveau cycle historique s'ouvre. C'est un « New Deal » dont il nous appartient de dessiner les contours pour un monde plus juste.

Pour mettre la gauche française à la hauteur des défis, nous proposons la création d'un grand parti de toute la gauche, sur la base d'Assises préalables auxquelles il incombera de définir les axes d'une refondation républicaine. Une analyse claire et partagée de ce qu'est le capitalisme financier d'aujourd'hui, est pour cela nécessaire.

Des initiatives sont prises. D'autres le seront à brève échéance. Il appartient au MRC d'être le catalyseur de ce vaste mouvement de refondation qui doit porter ses fruits à l'horizon 2012. Pour cela il ne faut pas baisser les bras mais redoubler d'ardeur, avec comme premier objectif de faire de notre Congrès des 21-22 juin au Kremlin-Bicêtre un signal fort que la gauche républicaine et donc l'espoir sont d'abord là où nous sommes.

### Sommaire

Edito de Jean-Pierre Chevènement.....	p.1
I. Motion d'orientation :	
<i>Un contenu et un chemin pour la création d'un grand parti de toute la gauche</i> .....	p.2
<i>Un projet républicain plus que jamais d'actualité</i> [annexe au texte d'orientation].....	p.7
II. Proposition de réforme des statuts.....	p.11
Déroulement du congrès.....	p.11
Le congrès, mode d'emploi.....	p.12
Bulletin d'inscription.....	p.12

## I - Motion d'orientation soumise par Jean-Pierre Chevènement et le Conseil national, unanime, réuni le 4 mai 2008

### Un contenu et un chemin pour la création d'un grand parti de toute la gauche

La France a cru trouver en M. Sarkozy sinon un sauveur du moins un Président réformateur capable de limiter la casse face aux dégâts de la mondialisation. Elle découvre aujourd'hui non sans effroi l'impasse dans laquelle l'a entraînée son élection.

#### I - Un tsunami barre l'horizon

1) *De sombres craquements se font entendre de toutes parts* : entrée en récession de l'économie américaine, euro à plus de 1,50 dollar, pétrole dépassant les cent dollars le baril, faillite et renflouement par des fonds souverains étrangers ou directement par la puissance publique, d'institutions financières prestigieuses : le fond Carlyle et les banques Citigroup, Merrill Lynch et Bear Stearns aux Etats-Unis, Northern Rock en Grande-Bretagne. C'est tout le système financier mondial miné par un endettement aussi gigantesque qu'inconsidéré qui découvre sa fragilité.

2) Les prévisions de croissance en Europe et en France doivent être précipitamment revues à la baisse. Le candidat Sarkozy se flattait de ramener « avec les dents » un point de croissance supplémentaire. *C'est avec, au mieux, un point de croissance en moins que le nouveau Président de la République va devoir compter.* Loin de remettre en cause les contraintes européennes, M.Sarkozy a négocié sans aucune contrepartie et fait adopter, en catimini, un traité de Lisbonne qui reprend la substance de la Constitution européenne. Ce traité entérine *l'impuissance d'institutions européennes déconnectées du suffrage universel* face à la globalisation financière ainsi que *la perte d'influence de la France* par rapport à l'Allemagne dans les votes au Conseil des ministres européen. En acceptant que notre pays ne pèse plus que les trois quarts de son partenaire principal en Europe, le Président de la République a mis fin à la parité fondatrice qui, pendant un demi-siècle, avait assuré un développement relativement équilibré de la construction européenne. Presque simultanément, Madame Merkel a mis son *veto au projet d'Union pour la Méditerranée* ou plus précisément l'a vidé de sa substance en l'inscrivant dans le cadre communautaire et en le privant de tout fi-

nancement supplémentaire.

Le gouvernement prépare un programme drastique d'économies budgétaires et de réformes dites « structurelles », en fait libérales. *C'est une cure de rigueur sans précédent* qui s'annonce. L'ensemble des services publics est dans la mire. Pendant ce temps, l'euro cher précipite les délocalisations. L'érosion de notre tissu industriel et le creusement du déficit commercial vont de pair. Ainsi notre pays est-il confronté, non pas à un vide de projet, mais à un projet bien précis d'abaissement du coût du travail et de retrait généralisé de la Puissance publique au bénéfice du marché. *Ce projet est condamné d'avance* parce que dans l'Europe de Maastricht et de Lisbonne, il ne touche pas aux paramètres essentiels et notamment monétaires qui gouvernent l'activité économique.

3) *Après le référendum du 29 mai 2005, l'espoir s'était levé* d'un redressement à la fois de l'orientation de la construction européenne et des politiques mises en œuvre en France même. Ségolène Royal avait souhaité une réforme des statuts de la BCE devant le Congrès du PSE réuni en décembre 2006 à Porto. L'accord MRC-PS du 9 décembre 2006, avait formalisé un bon accord stratégique entre nos deux formations sur des points essentiels : réorientation de la construction européenne, prise en compte de normes sociales et environnementales dans les règles de l'OMC, clause antidumping social, préservation de l'atout nucléaire de la France, réaffirmation des repères républicains, sauvegarde des services publics, exigence de la laïcité, politique étrangère et de défense indépendante.

4) Il apparaît malheureusement que les lignes directrices de cet accord ont été frappées de caducité par la défaite de la gauche. *La régression qui emporte notre pays depuis près d'un an n'épargne pas non plus le principal parti de l'opposition.* L'ouverture de Nicolas Sarkozy vers certains responsables du PS a montré l'identité de postulats libéraux et européistes que nous avons justement diagnostiquée pendant la campagne présidentielle de 2001-2002, en dessinant un projet alternatif à la politique



## II. Proposition de réforme des statuts soumise par le Conseil national unanime du 04 mai 2008

#### Première modification

Article 40 : Le Président (et non plus le Premier Secrétaire) est élu à la majorité absolue par les délégués lors du Congrès National. Sur proposition du Président, le secrétariat national est élu à la majorité absolue par les délégués au Congrès.

Amendement de coordination : les mots « Premier Secrétaire » sont remplacés par « Président ».

#### Seconde modification

Article 41 : Ajouter un alinéa ainsi rédigé : « Sur proposition du Président, le Conseil National pourvoit au remplacement des membres du Secrétariat National devenus vacants ».

### déroulement du congrès

#### Samedi 21 juin

9h00	Accueil
9h30	Intervention de Béatrice Desmartin – 1 <sup>ère</sup> secrétaire fédérale du 94
9h45	Présentation du rapport d'activité et du rapport financier Recollement des votes des départements
10h15	Présentation du projet de motion d'orientation
10h30	Installation de la commission des résolutions Ouverture du débat général
12h30	Déjeuner
14h30	Reprise du débat général
17h00	Rapport de la commission des résolutions et votes
18h30	Accueil des délégués en Mairie
20h30	Banquet républicain

#### Dimanche 22 juin

9h30	Début de la séance Election de la Direction nationale
11h00	Présentation des invités
11h30	Intervention de Jean-Pierre Chevènement.

www.mrc94.fr

### 3 - DANS LE MONDE

L'incantation chère au président Sarkozy, ne suffit pas. La mondialisation libérale, c'est la mise en concurrence des « coûts » du travail. Pour revaloriser le travail, il faut changer les règles du jeu.

**Pour protéger les acquis sociaux en Europe**, la définition et le respect de clauses sociales et environnementales à l'OMC doit être notre cheval de bataille. Mais cette bataille sera rude et longue.

C'est pourquoi, dès à présent, l'Union européenne doit remettre en œuvre une préférence communautaire, qui prévalait jusqu'en 1974 au sein du Marché commun, et l'appliquer aux biens et aux services. Cette préférence communautaire implique un tarif extérieur commun et c'est la seule manière de garantir le niveau social européen.

La liberté des échanges ne peut valoir qu'entre zones de niveau économique et social comparable. Même les libéraux découvrent que l'extension sans limite du libre-échange n'apporte pas la prospérité. Il faut renverser ce dogme pour sortir l'OMC de sa crise. Il faut au contraire lier le volume de nos importations au niveau social et environnemental des pays à bas coût de main d'œuvre. A la vision de l'OMC nous devons opposer un projet d'organisation du commerce mondial par grands ensembles régionaux, de niveau économique et social comparable, avec liberté des échanges à l'intérieur, et régulation des échanges entre grandes zones.

#### La France doit rester une grande puissance politique

Plus que jamais, face à la crise qui s'annonce, c'est le contenu de la construction européenne qui est en cause. Nous avons le devoir de proposer un programme de mobilisation des instruments économiques (Pacte de stabilité, statuts de la BCE, politique du change, etc.)

Il faudra aussi simplifier la procédure de coopération renforcée et pouvoir y associer des pays du grand voisinage de l'Europe : Russie, Turquie, Maghreb. Une Union pour la Méditerranée, pour voir le jour, ne pourra pas faire l'économie des questions politiques (Turquie et UE, Proche-Orient,...)

L'échec des tentatives de fusion des nations par l'Europe, ou de fédéralisme à 27, ouvre de nouvelles opportunités : nos relations avec l'Allemagne, mais aussi avec l'Italie, dans certains domaines avec la Grande-Bretagne doivent trouver de nouveaux développements.

**Vers le Sud**, la France républicaine doit faire entendre son message solidaire, laïque et universaliste. Il est nécessaire de fonder des nations sur la citoyenneté et non sur l'ethnicité ; il est souhaitable d'organiser le co-développement avec le soutien d'Etats garants du long terme et du bien public et de porter cette stratégie au cœur des institutions européennes.

La France peut jouer un rôle original et utile en direction du monde arabo-musulman. Les interventions militaires, au lieu de faire reculer le terrorisme, fouettent l'intégrisme. Ce n'est pas le choc des civilisations qui vaincra la violence, mais la coopération Nord – Sud. C'est l'alliance des civilisations qui peut tarir les sources du fanatisme et du terrorisme, imposer une paix juste au Proche-Orient. Après le fiasco américain, le moment est venu de faire valoir ces thèses.

#### Une défense indépendante

La défense est nationale, et doit être à la hauteur des responsabilités de la France membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Son architecture doit être clairement perceptible : son noyau demeure la dissuasion nucléaire, arme d'ultime recours qui garantit l'indépendance de notre politique ; nous devons également adapter notre stratégie et nos moyens conventionnels aux nouvelles menaces afin de protéger nos voies de communication et nos accès aux sources d'énergie. Le lien citoyen-nation, gravement distendu par la disparition de fait du service national, doit être rétabli par la création d'un service court, obligatoire et mixte, d'une dizaine de semaines complété par un service long volontaire. Le budget de la défense doit être progressivement porté à un niveau suffisant, notamment en ce qui concerne nos capacités de recherche. La dérive vers la fourniture de contingents aux quatre coins de la terre et le plus souvent sous commandement américain doit cesser. L'architecture de la défense doit être clairement perceptible : son noyau, c'est la force de dissuasion qui autorise l'indépendance de notre politique. En Europe, nous respectons pleinement les obligations du traité de l'Atlantique Nord, mais nous récusons les tentatives de faire de l'OTAN une organisation militaire internationale intervenant en Asie ou au Moyen-Orient, et nous refusons la pente dangereuse qui nous conduit par l'OTAN à un alignement sur la désastreuse politique de l'administration de M. Bush. Réintégrer pleinement les instances militaires de l'OTAN, comme veut le faire M. Sarkozy, est une grave erreur qui, au nom d'un occidentalisme à courte vue, placera la France en situation de vassalité au mépris de ses intérêts de sécurité ».

« du pareil au même ».

Le PS a certes bénéficié, lors des municipales et des cantonales de mars 2008, du rejet de la politique gouvernementale, mais il semble plus que jamais *en panne de projet et de repères solides*, malgré l'effort récent, réalisé à l'initiative de son Premier Secrétaire, pour se réapproprier des concepts comme la nation et la République. Le vote du traité de Lisbonne par une majorité de parlementaires socialistes et, plus encore, le refus de faire obstacle à la révision constitutionnelle préalable, pour exiger un référendum sur cette Constitution européenne bis, conformément aux engagements pris, témoignent pour le moins de la *fragilité des analyses* et du *manque de continuité politique* de beaucoup de dirigeants socialistes. La plupart demeurent prisonniers de leur « oui » au référendum de mai 2005 et d'une conception de l'Europe aujourd'hui obsolète. Le débat interne paraît vidé de toute substance. Seule la désignation du prochain candidat à l'élection présidentielle et du premier secrétaire qui succédera à François Hollande semblent intéresser. L'analyse de la crise et des moyens d'y faire face est remarquablement absente des débats du PS, alors même que c'est *l'absence d'un projet à la hauteur des défis de notre temps et l'éloignement des couches populaires* qui expliquent déjà l'échec aux trois présidentielles successives de 1995, 2002 et 2007.

Nous voici donc revenus, en apparence, à la situation de fin 2004, quand le PS s'était prononcé à la majorité de 58 % de ses membres en faveur d'une Constitution européenne dont le principe avait été posé, en 2000, en pleine période de cohabitation.

5) Ce serait se tromper beaucoup cependant que de penser que la volonté populaire telle qu'exprimée par le référendum du 29 mai 2005 puisse être ainsi foulée aux pieds. La réalité est plus forte que toutes les constructions politiques et diplomatiques. La France, l'Europe, le monde sont devant *une crise systémique sans précédent*. Cette crise prend racine dans la dictature des marchés financiers que nous dénonçons depuis longtemps et notamment à l'occasion des élections présidentielles de 2002 : « Les marchés financiers ne sont pas l'horizon de l'humanité. D'autres valeurs que l'Argent mènent le monde. Ce sont les nations et les peuples qui sont la vraie permanence de l'Histoire » (discours de Vincennes, page 6) Notre projet adopté à notre Congrès de 2006 a analysé précisément les deux composantes essentielles de la « globalisation » qui sont à la racine de la crise actuelle du système :

a) *Domination du capital financier* sur le capitalisme industriel du fait de l'ouverture à l'échelle mondiale dès les années quatre-vingt-dix, des marchés et des mouve-

ments de capitaux, dictature de l'actionariat, exigences de rentabilité insoutenables pour les industries de l'Europe, délocalisations et migration, sous l'égide de multinationales et des fonds spéculatifs, du capital productif vers les pays à coût salariaux très bas.

b) *Rôle central des Etats-Unis dans la globalisation*. Ceux-ci ont fait du dollar la monnaie mondiale mais l'utilisent comme si elle était seulement la leur, au mépris des intérêts de l'Europe et particulièrement de la zone euro. La valeur de la monnaie européenne a ainsi augmenté de 80% depuis 2002, pénalisant les exportations et favorisant les délocalisations. Confrontés depuis 1997 aux crises financières successives (Asie du Sud-Est, Russie, Amérique Latine, éclatement de la « bulle technologique ») qui remettent en cause les bases mêmes de leur hégémonie et donc de la globalisation, les *Etats-Unis pratiquent une dangereuse fuite en avant* dans l'endettement intérieur et extérieur aussi bien que dans la politique étrangère et militaire, notamment pour le contrôle des ressources énergétiques au Moyen-Orient et en Asie Centrale.

Un budget militaire colossal (plus de 600 milliards de dollars) ne leur permet pas d'éviter l'enlisement, notamment en Irak. Un déficit extérieur abyssal nourrit la méfiance à l'égard du dollar. *Les Etats-Unis se trouvent confrontés à ce que l'historien Paul Kennedy appelait la « surextension impériale »*. Il n'ont plus les moyens de dominer seuls le monde. Là est la cause de la crise actuelle de la globalisation. Ils se tournent vers leurs alliés européens pour les transformer en supplétifs.

6) Mais cette politique se heurte à la réticence de l'opinion publique européenne. Celle-ci souhaite dans sa majorité que les Etats-Unis redeviennent la grande nation qu'ils sont, *en acceptant la réalité d'un monde multipolaire* se nourrissant du dialogue des cultures et régi par le droit. Ce monde multipolaire s'impose d'ailleurs dans la réalité avec la montée de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, du Brésil et le retour de la Russie. Mais *d'immenses moyens de conditionnement médiatique sont déployés au nom d'un nouvel « occidentalisme »* pour décrier et fragiliser cette perspective. Il en résulte des tensions grandissantes avec le monde musulman, la Chine et la Russie notamment. La réintégration dans l'organisation militaire de l'OTAN annoncée par Nicolas Sarkozy nous engage toujours plus à l'Est, à la remorque de la stratégie américaine, dans *des conflits et des guerres* qui ne sont pas les nôtres. Ainsi la crise de la globalisation et celle de l'hégémonie américaine se recourent-elles étroitement.

Dans ce monde dangereux, il est important que la gauche française fasse entendre *une voix distincte*. La



grande crise américaine qui pointe à l'horizon amènera un réexamen critique des postulats libéraux (apologie du libre-échange, effacement de l'Etat, marché roi) ; à la faveur de ces remises en cause, la gauche française peut faire entendre son message et ses valeurs. La gauche a besoin pour cela d'un projet à la hauteur des défis de notre temps.

## II – Face au tsunami, un projet républicain à la hauteur des défis de notre temps.

1. *L'urgence c'est de faire face à la récession et à l'approfondissement de la crise* qui, après avoir touché les Etats-Unis, va se communiquer à l'Europe. Nous n'y ferons face que sur la base d'une réaffirmation claire de la souveraineté populaire et du rôle de l'Etat.

2. *L'Europe à vingt-sept ne peut être qu'une confédération de nations.* Les institutions européennes, si elle se montrent défaillantes, ne peuvent pas arguer de compétences exorbitantes pour faire obstacle à des mesures urgentes et exceptionnelles comme si l'Europe était une Fédération, perspective clairement rejetée par le peuple français en mai 2005.

3. Les institutions européennes ont l'impérieux devoir de se réformer au feu de la crise, d'instaurer dans l'action un véritable gouvernement économique de la zone euro : baisse des taux d'intérêt, tolérance accrue pour les déficits budgétaires en période de crise, mise en œuvre de politiques contracycliques pour faire de la zone euro un espace keynésien de relance. Ce serait d'ailleurs le meilleur moyen d'aider les Etats-Unis à surmonter leurs propres difficultés. En théorie du moins, l'Europe peut beaucoup aussi en matière de politique industrielle et énergétique, de programmes de recherche et de protection contre les concurrences déloyales, afin de maintenir un tissu industriel aujourd'hui en voie de délitement.

L'Europe doit également veiller à la préservation de ses services publics et de son agriculture. Il faut réinventer la PAC et la préférence communautaire. Cette exigence ne vaut d'ailleurs pas que pour l'agriculture. L'Europe doit se battre non pas pour libéraliser davantage encore le commerce international mais pour imposer à l'OMC la prise en compte de normes sociales et environnementales. La liberté des échanges n'a de sens qu'entre pays de niveau de développement économique comparable.

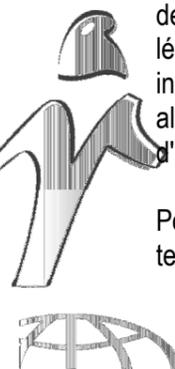
4. *La responsabilité de l'Allemagne* dans la réorientation de la construction européenne est déterminante, car ce pays, en comprimant excessivement ses coûts depuis 2000, a pu dégager d'énormes excédents commerciaux (plus de 200 milliards d'euros en 2007) pour l'essentiel au détriment de ses partenaires de la zone euro (100

milliards) et de l'Europe en général (150 milliards), tout en freinant sa croissance intérieure. Il y a une solidarité objective entre l'action des syndicats et celle de la gauche allemande en vue d'une revalorisation des salaires et l'intérêt bien compris de l'Europe dans son ensemble. L'Allemagne doit mettre en œuvre une stratégie coopérative de relance à l'échelle européenne. Il appartient à la France de l'y aider en formulant des propositions adaptées. Cette perspective de réorientation de la construction européenne eût paru, il y a peu, hérétique, tant elle est contradictoire avec les dogmes de la globalisation, imposée au fil des décennies, par les Etats-Unis et relayée par l'Europe libérale. Mais aujourd'hui le système craque de toutes parts. Ce sont les Etats les plus libéraux (Grande-Bretagne – Etats-Unis – Suisse) qui utilisent les moyens de l'intervention publique.

5. *Il est temps qu'en France aussi on change son fusil d'épaule.* La souveraineté populaire, dans les temps qui viennent, aura matière à s'exercer. Nous avons toujours défendu le cadre et les repères de la République. Ceux-ci nous seront bien utiles dans la période qui s'annonce.

6. *Pour maintenir notre tissu industriel,* priorité des priorités, nous ne devons pas hésiter à utiliser tous les moyens : réglementation stricte des OPA, constitution de pactes d'actionnaires stables, promotion de l'épargne salariale et de la participation des travailleurs au capital des entreprises, renforcement du rôle des grands intermédiaires publics et notamment de la Caisse des dépôts, instauration de « golden share » (action publique impliquant un pouvoir de veto), nationalisations partielles ou totales le cas échéant, de certaines entreprises stratégiques (notons au passage la responsabilité des gouvernements libéraux qui ont laissé partir à l'étranger Usinor et Pechiney, avec les conséquences que l'on voit sur la délocalisations de nos sites de production et de nos laboratoires de recherche). Il est temps de passer un pacte nouveau entre les entreprises, les acteurs concernés (détenteurs du capital mais aussi travailleurs), la Puissance publique et les sous-traitants. Il faut remettre en cause l'actuelle dictature de l'actionariat. Celle-ci est récente. Elle n'a pas de légitimité profonde. Nous trouverons beaucoup d'alliés, et d'abord dans le secteur productif, pour remettre en cause les règles du jeu immorales du capitalisme financier et pour définir les bases d'une nouvelle Charte de l'Entreprise.

Cette politique de redynamisation du tissu industriel s'appuiera sur la relance d'un vigoureux effort de recherche orienté vers les technologies nouvelles (énergies renouvelables, réacteur nucléaire de quatrième génération, biotechnologies, NTIC, productique, nouveaux matériaux, nanotechnologies, promotion de normes et de standards ouverts), sur les économies d'énergie et la promotion de



## 2 - EN EUROPE

### Face à la crise, renouer avec la croissance

La crise qui a commencé de s'abattre sur l'Europe appelle des remises en cause énergiques pour éviter d'être entraînés dans la spirale du désastre économique.

### Changer l'architecture de la zone euro

Dans la zone euro il faut anticiper d'urgence pour surmonter la vague récessionniste venue d'Amérique : - renégocier le Pacte de stabilité, et à tout le moins exclure du calcul du déficit budgétaire comparé les dépenses d'investissement productif, de recherche et de défense.

- modifier les statuts de la Banque centrale européenne afin d'inclure dans ses missions la nécessité de veiller à l'emploi et à un haut niveau d'activité et définir l'inflation de manière réaliste

- instituer un gouvernement économique de l'euro assuré par l'Eurogroupe, et autorisé à donner des orientations à la BCE. La politique du change doit être reprise en main.

### L'innovation et la recherche

Les vœux pieux du sommet de Lisbonne en matière de recherche et de technologie ont heurté le mur du pacte de stabilité. Nous proposons de porter à 3% du PIB l'effort de recherche français, en déduisant ces engagements des déficits budgétaires comparés.

### La politique industrielle

La politique industrielle doit reprendre ses droits. Elle a été ramenée par la Commission de Bruxelles à une simple politique de la concurrence empêchant d'ailleurs de faire naître en Europe des champions mondiaux. Les défis que nous lançent les pays émergents, la montée des « fonds souverains » exigent un changement de cap. L'Europe doit promouvoir une politique de l'offre, dans le domaine de l'industrie comme dans celui des services.

Dans les secteurs industriels vitaux et stratégiques, l'Etat doit exercer une mission de sécurité absolue. Son droit de regard, sous forme de golden share par exemple, est légitime. Des coopérations renforcées dans les domaines industriels clés doivent pouvoir se nouer, sans l'aval préalable de la Commission, avec un nombre restreint d'Etats membres volontaires.

Pour mettre nos grandes entreprises à l'abri des prédateurs boursiers, des moyens existent : contrôle des fu-

sions boursières, constitution d'un pôle d'actionnaires stable capable d'intégrer les exigences de moyen et long terme pour l'entreprise, actionariat salarié, qui à partir de 10 – 15% offre une résistance solide aux opérations prédatrices.

### L'énergie

Nos approvisionnements en pétrole et en gaz sont liés à la qualité de nos relations avec les pays qui forment le grand voisinage de l'Europe : Moyen-Orient et Iran, Maghreb, Russie. Une Europe européenne, soucieuse de ses intérêts à terme, a autre chose à faire que d'emboîter le pas aux fiascos de la politique américaine dans ces régions.

Les prix durablement élevés du pétrole, le besoin d'indépendance énergétique, font que l'énergie nucléaire a un grand avenir devant elle. L'avenir du nucléaire doit être préparé. Sur vingt ans, il faut prévoir de gérer 500 tonnes de déchets, de manière sûre, durable et réversible. Ce n'est pas inaccessible ! Cette priorité peut d'ailleurs fort bien se conjuguer avec le développement des énergies renouvelables et avec une politique sérieuse de maîtrise des dépenses énergétiques.

### Le service public

Nous avons besoin de services publics performants et de qualité. La « concurrence libre et non faussée » est le lacet avec lequel les libéraux entendent étrangler le service public, en les mettant à la merci d'un l'écrémage où le secteur privé s'octroie les activités rentables, ne laissant au public que le secteur déficitaire, avant de disparaître.

Nous avons besoin d'une directive « service public », permettant sans équivoque de préserver l'égalité d'accès des citoyens aux services de base. A cette fin le préambule de la Constitution réaffirmera son attachement aux services publics.

### Les paysans doivent pouvoir vivre de leur travail

Il faut réinventer la PAC et les principes qui l'avaient fondée : préférence communautaire, prix rémunérateurs encourageant la qualité, souveraineté alimentaire, en servant de nouveaux objectifs : agriculture paysanne, sécurité et qualité alimentaires, rejet du dumping vis à vis des agricultures des pays du Sud. Cette réinvention de la PAC doit permettre à l'Europe de se nourrir par elle-même et aux paysans de vivre de leur travail et non de subsides.

(prévention, politique du médicament, libérée des pressions des grands groupes pharmaceutiques, modernisation de l'hôpital public, et synergie entre médecine de ville et établissements, Agences régionales de santé, organisation du risque dépendance, etc.

### 1-3 – La citoyenneté affermie

Face à l'individualisme, la citoyenneté est le rappel de l'intérêt général et le civisme est la forme la plus élaborée du lien social. Si la citoyenneté traverse aujourd'hui une crise, ce n'est pas le modèle républicain qui est en cause, mais les coups de boutoir qui le frappent jour après jour, au nom de l'individualisme exacerbé, du culte de la réussite personnelle par l'argent, des communautarismes. C'est aussi parce que l'intérêt général est perdu de vue.

L'égalité entre les hommes et les femmes est le premier défi à relever par le principe de citoyenneté, devant lequel les traditions, les cultures, les religions doivent céder le pas.

L'égal accès à la citoyenneté est devenu un enjeu majeur : aux jeunes issus de l'immigration, aux jeunes stigmatisés par leur quartier de résidence ou leur couleur de peau, nous devons tenir la promesse républicaine d'égalité. L'Etat ne doit pas rester observateur ou juge pénal : il doit devenir acteur de cette promotion volontaire.

Il faut donner sens à l'immigration, à condition que celle-ci soit régie par des règles claires et ne soit pas perpétuellement agitée par les démagogues, qui prennent le risque grave de déstabiliser les populations installées sur notre sol. Les quotas d'origine ne sont pas acceptables en raison de leurs critères ethniques ou raciaux ; les quotas par profession ne peuvent être utilisés qu'en accord avec les pays d'origine afin de ne pas organiser le pillage des cerveaux du Tiers Monde. Pour apaiser les peurs, donnons sens à l'immigration : les nouveaux venus, futurs citoyens de la République, feront la France de demain.

Au nom de la laïcité, nous devons veiller à ce qu'aucune distinction religieuse ne s'impose dans l'espace public, à ce que l'ethnicisation des rapports sociaux soit combattue, à ce que la liberté de l'esprit, de la recherche, de la création soit garantie. Le premier combat laïque d'aujourd'hui est à livrer contre l'enfermement dans le communautarisme.

Le droit égal pour tous à la sûreté doit s'imposer aussi bien face à la démagogie sécuritaire que face à l'angélisme : police de proximité, loi de programmation pour la justice en sont les outils.

### 1-4 – Refonder l'Ecole

Il est temps de recentrer l'Ecole sur ses missions premières : la transmission des savoirs et des valeurs, et relever l'autorité qui la rend possible, celle des maîtres. La maîtrise des savoirs élémentaires en primaire est la clé de toute réussite ultérieure. Une priorité doit être donnée à la maîtrise de la langue française qui conditionne tout le reste... La République doit conforter ses enseignants : ils ont la tâche ingrate d'inculquer le goût de l'effort dans une société hédoniste, le sens du travail dans un monde où la réussite par l'argent est portée au pinacle, la joie de comprendre, la fierté de s'élever, dans un environnement où tout concourt à la crétinisation de masse.

La formation de la citoyenneté est la deuxième grande mission de l'Ecole. L'instruction civique doit transmettre les valeurs de la citoyenneté.

Dans l'enseignement supérieur, nous devons faire face au tarissement du nombre d'étudiants dans les filières scientifiques et techniques. Des bourses incitatives seraient nécessaires. L'orientation, à l'Université, au cours du premier cycle doit répondre au défi que constitue l'abandon par de nombreux étudiants de leur cursus. Nous avons également proposé que l'Etat et le service public financent les études de jeunes de milieu modeste qui s'engagent ensuite à servir durant dix ans.

### 1-5 - Science, culture, environnement

Les relations de l'homme et de la nature revêtent une dimension planétaire : effet de serre, réchauffement du climat, conséquences sur le niveau des océans et sur les terres habitées des rivages, amenuisement de la biodiversité... Y faire face suppose de mobiliser les capacités de la raison et de la science, et non de sombrer dans un millénarisme aveugle.

L'éthique de responsabilité face à l'environnement et à l'avenir de la planète, le souci du développement durable, sont des dimensions modernes du civisme et de la citoyenneté. Il faut penser l'écologie de l'humanité, et réintroduire la responsabilité des nations face au devenir de l'humanité.

Un projet républicain fait confiance à la création et aux créateurs. Il s'agit de les défendre face à la marchandisation générale, et de promouvoir l'exception culturelle. Il s'agit aussi de favoriser la participation du plus grand nombre à la vie culturelle, en ressoudant ainsi le sentiment d'appartenance. Nous proposons en même temps d'ouvrir la culture française sur le monde et de faire de la francophonie une dimension majeure, culturelle et politique.

nouvelles formes d'habitat et de transport ainsi que sur un important programme de grands travaux d'infrastructures.

7. Le renouveau de l'Etat ira de pair avec la reconquête du territoire et une décentralisation républicainisée. L'Outre-Mer doit mobiliser tous ses atouts pour s'inscrire dans la dynamique du codéveloppement. La revalorisation du travail sera le socle d'une nouvelle croissance. Celle-ci permettra de garantir justement les protections sociales en tenant compte de priorités démocratiques (prise en compte de la pénibilité du travail) et en mettant fin à certains privilèges et abus (tarifs déconventionnés – concurrence privées déloyales au service public). Cet immense effort de redressement collectif prendra appui sur une citoyenneté affermie. Ce n'est pas le modèle républicain qui est en cause : ce sont les attaques qu'il subit. Egalité hommes-femmes, accès égal à la citoyenneté, défense de la laïcité, refondation républicaine de l'Ecole, rien de tout cela qui ne soit éminemment moderne.

Il faudra revoir notre politique d'immigration sans préjudice de la nécessaire maîtrise des flux migratoires dans le cadre d'accords de codéveloppement fondés sur l'intérêt mutuel avec les pays d'origine. La science et la culture seront au cœur de notre démarche. Pour faire face au réchauffement climatique, une véritable écologie de l'Humanité éloignant toute tentation d'un obscurantisme paré aux couleurs de la modernité, est nécessaire. La culture doit s'ouvrir au plus grand nombre et la culture française sur le monde. La francophonie sera un des moyens de cette ouverture.

8. En même temps que la France aura repris confiance en elle-même et en ses capacités, elle aura le devoir de parler aux autres pour dessiner les contours d'un monde multipolaire et pacifique, fondé sur le respect du droit international.

La fin de l'unilatéralisme américain n'est pas la fin de l'Histoire. Nous souhaitons maintenir une belle et bonne alliance avec les Etats-Unis. Mais celle-ci ne saurait se confondre avec l'acceptation résignée d'une vassalité, maquillée aux couleurs d'un « Occident » improbable. Nous devons nouer ou développer des partenariats stratégiques avec la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, le Venezuela, l'Iran, l'Indonésie, sans oublier de restaurer nos liens avec l'Afrique, que nous avons contribué à ouvrir au monde et dont le destin nous concerne et nous concernera toujours. Partout, nous devons promouvoir le dialogue des cultures et favoriser l'émergence et la construction d'Etats fondés sur le droit et notamment celui, intangible, de chaque peuple à se déterminer par lui-même.

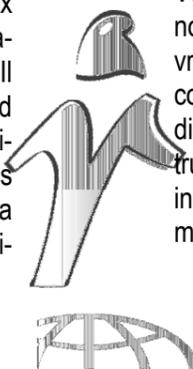
Pour que l'Europe existe dans ce monde multipolaire et notamment par rapport aux Etats-Unis et à la Chine, elle doit développer des relations de coopération privilégiées avec ses grands voisins qui constituent l'Europe élargie. Au premier chef la Russie, qui est nécessaire à l'équilibre et à la paix du continent, et que nous ne devons pas repousser vers l'Asie. Il y a beaucoup à faire avec la Russie sur le plan économique et énergétique mais aussi sur le plan diplomatique.

De même nous devons chercher à donner un contenu à « l'Union pour la Méditerranée ». Le développement du Maghreb et de l'Egypte, la stabilisation des Balkans sur la base du respect égal de l'identité de chaque peuple, la paix au Proche et au Moyen-Orient, l'arrimage enfin de la Turquie à l'Europe, répondent ainsi à notre intérêt bien compris du point de vue de la croissance aussi bien que de la sécurité.

La France enfin doit rester une grande puissance politique. Le respect du droit international, le dialogue des cultures, le codéveloppement avec le Sud et enfin le maintien d'une défense indépendante seront les axes de notre politique extérieure. L'indépendance n'est pas moins nécessaire dans un monde multipolaire qu'elle ne l'était dans l'ancien monde bipolaire. Il nous appartient donc de combattre les dérives dangereuses auxquelles nous conduit déjà la perspective annoncée d'une réintégration de l'organisation militaire de l'OTAN en rupture avec la politique inaugurée par le général de Gaulle. Ainsi notre opposition à la politique de M. Sarkozy n'est-elle pas une opposition systématique et aveugle. C'est une opposition républicaine et argumentée, fondée sur la perspective d'un avenir différent et meilleur.

## III – Vers la refondation républicaine de la gauche

1. Trente-sept ans après le Congrès d'Epiney, la gauche française doit prendre un nouveau départ comme elle a su le faire à différentes étapes de son histoire : 1905 - 1920 - 1946 - 1971. Le cycle d'Epiney est désormais résolu. Ce qui ne signifie pas que les objectifs originels - rassembler la gauche, reconquérir les couches populaires - aient perdu de leur pertinence. Mais le monde a changé. Avec l'effondrement de l'URSS, le communisme a perdu son étoile polaire. Confronté au néo-conservatisme libéral, le Parti socialiste peine à trouver ses marques. C'est une refondation de toute la gauche qu'il faut préparer, avec toutes ses sensibilités et toutes ses cultures : social démocrate, républicaine, communiste, radicale, écologiste, etc.



2. *L'objectif d'un grand parti de toute la gauche doit être clairement affirmé.* Seule une nouvelle structure pourra accueillir la masse des sympathisants aujourd'hui sans repères et l'élan des nouvelles générations. Une Fédération ou une confédération pourrait sans doute constituer une étape intermédiaire mais en réalité le temps presse : *seule la création d'un grand parti de toute la gauche*, déjà relayée par certains responsables socialistes, faisant écho à nos propres propositions, peut créer *l'électrochoc nécessaire*. Ce nouveau parti devra rassembler largement et sans sectarisme toutes les sensibilités. Du dialogue en son sein d'une sensibilité critique voire utopique, et d'une sensibilité plus gestionnaire doit naître une dynamique féconde. Rien ne serait plus contreproductif que de vouloir construire un parti révolutionnaire à côté d'un parti social-libéral. Ce serait donner un boulevard à la droite conservatrice.

3. Au départ il faudra cependant *ouvrir le débat sur la nature de la globalisation et du capitalisme financier aujourd'hui dominant*, car dès les premiers temps du mouvement ouvrier, au XIXe siècle, aucune vision socialiste n'a jamais pu se développer que sur la base d'une critique préalable du capitalisme de l'époque. Il en va de même aujourd'hui. A partir d'une telle analyse du capitalisme financier d'aujourd'hui et de ce qu'on appelle la « globalisation », un débat fructueux pourra naître et se développer.

4. Chaque parti actuel de la gauche apportera son meilleur au parti futur. Les communistes, dont l'Histoire tourmentée a eu sa grandeur, doivent savoir tourner la page, ouverte au début du dernier siècle, par le Congrès de Tours. Ils trouveront dans un parti de toute la gauche un cadre plus efficace pour faire mûrir les espérances révolutionnaires. Il en va de même pour les écologistes qui n'ont pas rompu avec la tradition des Lumières, pour les radicaux sincères et pour les hommes et femmes de progrès qui n'entendent pas tourner le dos au message qui fut jadis celui du général de Gaulle.

S'agissant du MRC, héritier du MDC mais aussi, avant 1993, du CERES et de « Socialisme et République », les raisons qui avaient motivé sa création : refus de l'alignement sur l'Hyperpuissance américaine dans la première guerre du Golfe et rejet de l'Europe libérale de Maastricht, n'ont pas disparu, même si nos critiques depuis 2003 (deuxième guerre du Golfe) et 2005 (rejet de la Constitution européenne), sont plus largement partagées.

Pour que les choses soient dites clairement, nous ne sommes pas prêts à adhérer au PS. Tout s'est passé en effet comme si celui-ci avait mené à notre égard – consciemment ou non – une véritable campagne d'éradication

au lendemain du 21 avril 2002, cherchant à nous transformer en bouc émissaire commode d'un échec dont son candidat était en fait le principal responsable. Nous n'admettons pas d'avoir été ainsi « criminalisés » pour avoir porté un projet différent sur l'Europe, la politique industrielle, la République ou l'indépendance de notre politique étrangère. Bref nous entendons non seulement nous faire respecter mais conduire des débats de fond sans lesquels il n'y aura pas de refondation républicaine de la gauche. Le MRC se place dans cette perspective de refondation exclusivement. Il n'entend donc pas acquiescer à une version de l'Histoire qui n'a pas d'autre objet que de soustraire à la critique une orientation social-libérale qu'il a toujours combattue. Pas plus qu'hier nous n'accepterons de servir de caution.

5. Pour notre part, nous respectons le PS en tant qu'organisation, et *nous n'entendons pas nous ingérer dans des choix de personnes* qui lui incombent. Le débat d'idées au sein de la gauche en revanche est légitime et nous y contribuerons. Pour ce qui nous concerne, nous aspirons à la confrontation loyale des idées, au sein d'un grand parti de toute la gauche, avec le seul souci du fond. C'est ce qui a beaucoup manqué à la gauche depuis un certain temps et c'est avec cette loyauté élémentaire à l'égard des idées, et par conséquent des personnes, que nous aimerions la voir renouer dans son ensemble.

Le MRC propose donc *un cadre de discussion ouvert* à l'ensemble des femmes et des hommes de gauche et de progrès pour jeter les bases d'un grand parti de toute la gauche. *Cette refondation est urgente. Sinon la gauche risque de se trouver confrontée à des divisions persistantes, au risque d'une nouvelle défaite.*

Pour mobiliser l'ensemble de ses forces et susciter l'adhésion des hésitants, nous lançons un appel pour que la gauche se réunisse et se mette d'accord, non sur une simple perspective d'alternance dépourvue de contenu politique, mais sur un projet républicain réellement alternatif. C'est possible. Le projet républicain du MRC est sur la table. Cette contribution à notre prochain Congrès a pour but d'ouvrir le débat non seulement au MRC mais également au sein de la gauche tout entière, en tout cas parmi ceux qui font de sa refondation leur perspective.

## Un projet républicain plus que jamais d'actualité

### 1 - EN FRANCE

#### 1-1 – La République relevée

##### La souveraineté, la démocratie, la loi

Refonder les institutions européennes sur la démocratie, c'est la refonder sur les souverainetés nationales qui sont inaliénables. Cela n'exclut nullement des transferts de compétences et par conséquent des compétences exercées en commun, mais à condition que celles-ci soient démocratiquement contrôlées. La vraie démocratie requiert des citoyens conscients d'appartenir à un peuple uni par son histoire, sa culture, son territoire, ses valeurs politiques. Fédérer artificiellement un patchwork de peuples européens sous une autorité unique trouble ces repères, engendre une bureaucratie prolifère, opaque et en définitive impuissante à répondre aux aspirations des peuples. Elle décourage chez les citoyens la conscience de pouvoir exercer utilement leur pouvoir souverain.

Les droits de l'homme sont indissociables de ceux du citoyen, qui constitue une parcelle du souverain ; ils sont donc liés à la souveraineté nationale. Le détournement des « Droits de l'Homme » par l'idéologie néolibérale prête à manipulation et délégitime encore le pouvoir des Etats.

En République, le citoyen n'a qu'un maître : la loi, qui doit être égale pour tous. Il est urgent de simplifier la loi, de mettre un terme à la prolifération réglementaire, nationale comme européenne. Prendre le citoyen au sérieux c'est garantir la clarté et la lisibilité de la loi.

##### Le renouveau de l'Etat

L'Etat est l'instrument par lequel le bien commun s'affirme par dessus les intérêts particuliers. Pour réformer l'Etat, il faut clairement fixer ses tâches : fonctions régaliennes, fonctions anticipatrices, fonctions de stratégie et missions d'intérêt public : transports, énergie, recherche, aménagement du territoire... Décentralisons, mais dans la République et dans le respect de la solidarité nationale ! Cessons d'opposer les collectivités locales à l'Etat : tous doivent servir le bien public. Le développement de l'intercommunalité de la loi de 1999 montre que c'est possible.



##### La reconquête des territoires

Une vigoureuse politique d'aménagement du territoire doit viser la reconquête de l'espace français, pensée en fonction des défis européens.

Pour réorienter la politique de la ville il faut clarifier les choix : quelle égalité bâtir, pour quelle citoyenneté, dans quelle nation ? Aux « politiques d'intégration » doit succéder une volonté nationale de plein accès à la citoyenneté, remplaçant les valeurs républicaines au cœur du pacte social, rejetant dans les actes les réflexes communautaristes.

#### 1-2 – Revaloriser le travail

##### Rééquilibrer les revenus du travail et du capital

La revalorisation du travail, par rapport aux revenus du capital, peut commencer en France par la réforme des charges sociales. Nous proposons que les cotisations sociales patronales, aujourd'hui assises sur les salaires, soient graduellement remplacées par une taxe assise sur la valeur ajoutée comptable de l'entreprise. Les cotisations salariales, à l'exception de la retraite, doivent être transférées vers une CSG ne supportant pas l'impôt. Ces transferts permettront aux entreprises de poursuivre l'effort de revalorisation du SMIC et de rendre aux salariés du pouvoir d'achat. A l'inverse, les revenus du capital seraient appelés à financer bien davantage la protection sociale. Une taxe sur les contrats précaires pourrait être instituée.

##### Garantir les protections sociales

Le chômage important des jeunes et des salariés après 50 ans constitue une immense perte de cotisations pour les régimes de protection sociale. L'issue n'est pas dans les fonds de pension qui ne font qu'engendrer de nouveaux risques. Elle est dans la réforme de l'assiette des cotisations, l'amélioration du taux d'activité en fin de carrière... et dans le recul du chômage.

Nous voulons renforcer un système de protection universel, égalitaire et solidaire, dégagé des contraintes de rentabilité mais équilibré financièrement. Nous proposons de rendre au Parlement un rôle directeur dans la politique de santé publique et dans les dépenses de santé :